

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/63

SOUS RESERVE DE MODIFICATIONS

"LE GOLFE PERSIQUE, L'ORDRE INTERNATIONAL ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE"

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

A L'UNIVERSITÉ DE WESTERN ONTARIO

LONDON (ONTARIO)

Le 26 octobre 1990

Une crise ébranle actuellement le golfe Persique. Il s'agit d'une situation dangereuse dont nous ne pouvons prévoir l'issue. Toutefois, cette issue aura des conséquences importantes pour l'ordre international et pour une politique étrangère canadienne dont le rôle est de façonner cet ordre de manière qu'il serve nos intérêts. Ces conséquences pourraient être positives ou négatives. Chose certaine, elles seront considérables.

La situation est grave. Elle pourrait déboucher sur une guerre qui ferait des milliers de victimes, militaires et civils, hommes, femmes et enfants. Il se peut très bien que des armes de destruction massive soient utilisées et que le conflit s'étende au-delà du golfe Persique. Il est certain que l'ordre économique international en sera durement touché. Les prix de l'énergie monteront en flèche tant au Canada qu'ailleurs. De jeunes soldats canadiens - femmes et hommes - reviendront peut-être au pays non pour y célébrer la victoire, mais pour y être inhumés.

Au Canada, nous vivons dans la paix et la prospérité depuis des décennies, et nous sommes portés à croire que les guerres destructrices sont choses du passé, qu'aucun conflit ne peut nous porter préjudice, à nous, à nos voisins ou à nos intérêts. Lorsque nous voyons des combats et des bombardements à la télévision, nous ne nous sentons pas concernés.

Or, les événements qui pourraient se produire dans le Golfe nous concernent. Il y a des Canadiens là-bas, et le Canada y a des intérêts. L'économie et la structure politiques mondiales sont en jeu. Avant une autre guerre, Neville Chamberlain avait qualifié la Tchécoslovaquie de «pays lointain dont nous ne savons pas grand-chose». Eh bien! Chamberlain se trompait et nous savons ce qui est arrivé par la suite. Nous ne pouvons plus nous tromper. Dans notre monde moderne, le Koweït n'est pas un pays lointain. Il est situé à notre porte.

L'invasion du Koweït par l'Iraq a suscité un rare front commun des nations, qui exigent de l'Iraq le retrait de ses troupes et le respect de la souveraineté du Koweït. Cet appel n'est pas le fait de quelques pays, il a été lancé par l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, le monde arabe et non arabe, les pays musulmans et non musulmans. Les différents pays ont imposé des sanctions à l'Iraq par une décision quasi unanime. Ils ont approuvé l'application de ces sanctions. Des forces militaires de 25 pays sont sur place pour appliquer les sanctions décrétées par l'ONU et empêcher toute autre agression. Ces forces viennent de l'Argentine et de l'Australie, de la Syrie et des États-Unis, de l'Égypte et du Royaume-Uni.

Le monde ne veut toutefois pas la guerre. Il veut que justice soit rendue au Koweït et que règne l'ordre dans cette région et partout ailleurs. Par conséquent, si nous avons

participé dès le début à l'action menée par tant de pays pour décourager l'agression et appliquer les sanctions, nous nous sommes employés aussi à chercher des solutions diplomatiques. Nous avons fait le nécessaire au Conseil de sécurité pour que les mesures prises dans le Golfe soient exécutées sous les auspices des Nations Unies. Ce que le Canada veut - ce que le monde entier veut -, ce n'est pas rayer l'Iraq de la carte, c'est l'amener à retirer ses troupes du Koweït. Mais que cela soit bien clair : l'Iraq doit absolument retirer ses troupes du Koweït.

Que faudrait-il penser du nouvel ordre international qui s'est établi, prétendons-nous, depuis la fin de la Guerre froide, si le monde ne pouvait forcer l'Iraq à faire marche arrière ? Qu'en conclurait-on ? Qu'un pays peut impunément envahir un autre ?

La réussite de nos efforts montrera clairement que les Nations Unies peuvent se comporter et se comporteront comme des nations qui sont unies.

Toutefois, la crise du Golfe nous procure des enseignements qui dépassent le cadre de cette région ou de ce conflit. Elle nous montre le prix que nous devons tous payer lorsque la diplomatie échoue, lorsque les politiques étrangères ne réussissent pas à maintenir l'ordre, lorsque nous laissons les failles géopolitiques persister, s'élargir et, fatalement, s'ouvrir. La crise du Golfe représente aussi bien une menace pour l'ordre international qu'une occasion de renforcer cet ordre. Nous sommes à un tournant - dans le Golfe et ailleurs - un tournant où la politique étrangère n'a jamais été aussi importante pour l'avenir de notre pays et l'avenir de la communauté internationale.

Je tiens aujourd'hui à parler de l'importance de la politique étrangère.

La Guerre froide a déformé notre vision du monde. Obsédés par l'Europe, nous n'avons fait aucun cas des autres problèmes, des autres régions. Situation qui en a peut-être amené certains à croire qu'avec l'écroulement du Mur de Berlin, la politique étrangère avait perdu sa raison d'être, que c'était là le prix de la réussite.

Toutefois, la crise qui secoue actuellement le Golfe ne concerne pas uniquement cette région ni uniquement le pétrole. Elle concerne l'ordre, un ordre que la politique étrangère tente d'établir, un ordre plus important que jamais et crucial pour le Canada.

L'établissement d'un ordre pacifique et prospère qui permette au Canada et aux autres pays de vivre dans la liberté et

la justice est la raison d'être de la politique étrangère. Cet ordre et cette politique ne sont pas optionnels pour une nation comme la nôtre.

D'autres pays ont été moins dépendants de l'ordre international. Ils ont pu imposer leur ordre aux autres ou ont réussi à s'isoler. Mais le Canada n'a pas eu ces options. Nous avons une trop grande superficie et notre population est trop petite pour que nous puissions nous défendre nous-mêmes. C'est pourquoi nous avons cherché à coopérer avec d'autres, au moyen d'alliances, pour défendre le Canada. Et nous avons tenté de bâtir un système international qui ne menace pas le Canada.

Nous sommes aussi une nation commerçante dont le PNB est composé à plus de 30 % par les échanges avec l'étranger. Nous avons toujours dû vendre aux autres pour prospérer. Et à cause de cela, nous avons recherché un accès libre et des marchés ouverts ainsi que des règles justes et équitables pour tous. Nous avons poursuivi cet objectif dans les négociations au GATT, avec l'Accord de libre-échange, au sein du Groupe de Cairns des producteurs agricoles et au sein de la nouvelle instance appelée Coopération économique Asie-Pacifique.

Notre dépendance à l'égard de cet ordre international ne s'atténue pas. Elle s'intensifie. Le village planétaire, comme les autres villages, peut être un lieu de coopération ou de conflit.

Et jamais le prix des conflits n'a été aussi élevé ou leurs sources, si nombreuses. Et jamais le besoin de coopération n'a été aussi grand et les conséquences de l'échec, aussi évidentes. Il y a quarante ans, ou quatre cent ans, les nations pouvaient effectivement se demander si faire abstraction du reste du monde n'était pas la meilleure façon de servir leurs intérêts. Plus aucun pays ne peut maintenant se le permettre.

Certaines questions doivent être posées.

Dans un monde où le commerce est dominé par la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon, comment le Canada peut-il survivre sans règles commerciales?

Qui peut envisager un assainissement de l'environnement global sans la coopération de la communauté des nations?

Qui peut régler la crise internationale de l'endettement sans accepter de compromis entre pays développés et pays en développement?

Qui peut arrêter le trafic international des stupéfiants sans envisager l'action concertée des pays fournisseurs comme des pays consommateurs?

Et qui peut prévoir la fin de conflits régionaux, comme celui du golfe Persique sans la coopération et la compréhension des pays de la région et d'ailleurs?

Sur toutes ces questions, l'action nationale est à la fois plus nécessaire et plus futile que jamais si elle n'est pas poursuivie en association avec d'autres. Le défi est clair. Ou bien nous travaillons ensemble et nous réussissons, ou bien nous travaillons séparément et nous échouons. La politique étrangère a pour rôle de relever ce défi, sur de si nombreuses questions et en tellement de lieux. Son but est certes de maintenir la paix, mais aussi d'édifier l'ordre.

Certains Canadiens voient la politique étrangère comme un luxe: comme un ensemble d'activités à mener en périodes d'abondance et à abandonner en périodes de difficultés. D'autres encore la voient comme un idéalisme déplacé, comme la poursuite à l'étranger de valeurs qu'il ne nous appartient pas de promouvoir et que les autres n'accepteront pas. Ce sont là des perspectives dangereuses, à courte vue et erronées. Lorsque les temps sont difficiles, une politique étrangère efficace devient encore plus nécessaire. Et si nous ne choisissons pas de promouvoir nos valeurs à l'étranger, ce sont d'autres valeurs qui l'emporteront et qui nous obligeront à nous accommoder d'un ordre que nous n'aimons pas, d'un ordre qui ne répond pas à nos besoins. Ou nous serons forcés de vivre dans l'anarchie.

Aujourd'hui, la politique étrangère consiste à cerner les cas-problème. Elle doit les trouver, les examiner et les régler.

Il y a d'abord le problème du développement. Trop de gens voient l'aide au développement comme un baume pour la conscience, comme une charité, comme une sorte de contribution à une soupe populaire mondiale. Et l'aide au développement a certainement donné aux Canadiens un moyen de montrer qu'ils ne sont pas insensibles aux problèmes des autres, et de laisser les autres partager leur chance.

C'est pourquoi des milliers de Canadiens ont donné de leur temps et de leur argent aux victimes de la sécheresse et de la famine en Éthiopie. C'est pourquoi depuis des dizaines d'années des enfants canadiens ramassent de l'argent pour l'UNICEF à l'Halloween. C'est pourquoi des médecins canadiens se sont rendus à Mexico après le tremblement de terre qui a secoué la ville. C'est pourquoi les Canadiens ont envoyé des missionnaires en Chine, de la nourriture en Afrique ainsi que des couvertures et du sang en Arménie.

C'est l'une des raisons de l'aide publique au développement (APD). Mais le sous-développement menace la sécurité et la

prospérité du Canada. Il menace l'ordre international. C'est un problème qui doit être réglé.

Prenons l'environnement par exemple. La pollution qui, à l'heure actuelle, contamine la planète provient surtout du monde développé, mais la situation est appelée à changer radicalement. Au fur et à mesure qu'ils s'industrialisent, les pays en développement sont souvent confrontés à un terrible choix: celui de se développer et de polluer - ou de ne pas se développer du tout. L'idée d'une Chine, d'une Inde ou d'un Brésil qui répéterait nos erreurs écologiques est un cauchemar. Les efforts du Canada pour réduire sa propre pollution seront pratiquement vains si les pays du tiers monde choisissent de se développer sans se préoccuper de l'environnement. Nous en avons déjà des preuves, et pas seulement en Amazonie et dans les forêts pluviales de l'Asie. Des substances chimiques interdites depuis longtemps en Amérique du Nord font leur apparition dans les Grands Lacs. Ces substances proviennent des pays en développement de l'Amérique latine. Transportées par les vents, elles ne connaissent pas de frontière. Et, dans le Grand Nord canadien, le lait des mères est empoisonné par les BPC, qui traversent le Pôle Nord depuis l'Union soviétique, une société qui est aussi en développement.

Prenons le trafic international des stupéfiants. C'est un fait que la drogue provient des pays en développement, et de leurs régions rurales les plus pauvres. C'est aussi un fait que ces pays ne pourront régler ce problème s'ils ne parviennent pas à trouver d'autres activités économiques rentables. Ces solutions de rechange ne s'offriront que si ces pays peuvent développer leurs économies au point de les rendre possibles. D'où l'importance du développement.

Prenons la crise de la dette internationale. Cette crise ne sera réglée que lorsque les pays débiteurs pourront assurer leur viabilité économique et veiller eux-mêmes au bien-être de leurs populations. D'où encore une fois l'importance du développement.

Prenons le défi du commerce extérieur. Nous avons tendance à voir l'Europe, les États-Unis et les pays de la bordure du Pacifique comme le fondement de notre prospérité. Et ils le sont. Mais les marchés du tiers monde compteront demain pour une part toujours plus importante de notre commerce. La production des pays en développement s'accroît une fois et demie plus vite que celle des pays industriels. En l'an 2000, 84 % de la population mondiale habitera dans des pays en développement. En l'an 2025, il y aura dans le tiers monde 400 villes de plus d'un million d'habitants. L'Inde à elle seule comptera 250 millions de nouveaux consommateurs de la classe moyenne en l'an 2005. C'est plus que la population actuelle des États-Unis.

Le Canada doit payer un prix lorsque les économies du tiers monde sont faibles. Il y perd en terme d'emplois et de marchés. Les pauvres n'achètent pas nos produits. Entre 1981 et 1987, le Canada a perdu pour 24,2 milliards de dollars d'exportations à des pays qui avaient l'habitude d'acheter chez nous mais qui ne peuvent plus le faire en raison de l'endettement, ou de la sécheresse, ou de la baisse des prix de leurs produits de base ou de la hausse des coûts de l'énergie. Cela représente 130 000 emplois au Canada. Si nous ne pouvons régler le problème de la dette internationale, 200 000 emplois canadiens seront perdus dans les dix prochaines années.

D'où encore une fois l'importance de l'aide que nous accordons pour régler le problème du développement, ce problème qui menace notre environnement, fait disparaître des emplois, favorise le trafic des stupéfiants et crée un terrain propice au terrorisme et aux conflits régionaux. C'est ce à quoi tendent les efforts de l'ACDI et la politique étrangère canadienne.

Il existe un autre problème. Le problème de la dégradation catastrophique de l'environnement. Un problème qui nous amène à croire que même si nous vivons en paix, nous risquons d'être empoisonnés. Protéger l'environnement mondial n'est pas un luxe. Il s'agit d'une question de sécurité pour la présente décennie et le prochain siècle, d'une priorité pour la politique étrangère canadienne.

Voilà qui implique évidemment des conférences, des communiqués et des conventions. L'amélioration de l'environnement exige une action nationale, mais aussi une volonté internationale, et ce, parce que l'environnement est mondial. En 1987, le Canada a accueilli la conférence qui a abouti au Protocole de Montréal, premier instrument efficace visant le contrôle et l'élimination des CFC qui détruisent la couche d'ozone. Ce protocole a été renforcé cette année, et il s'agit jusqu'ici du meilleur exemple de loi environnementale internationale visant à lutter contre cette menace pour l'ordre mondial.

En outre, nous nous préparons fébrilement à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra en 1992. Cette conférence, qui sera dirigée par un éminent Canadien, M. Maurice Strong, pourra contribuer énormément à régler le problème de l'environnement. Nous élaborons actuellement un projet de convention mondiale sur les forêts qui, nous l'espérons, aboutira à des normes et à des mesures destinées à préserver les forêts qui produisent l'air que nous respirons. Par ailleurs, nous poursuivons une initiative prise par le Premier ministre au sommet de Houston l'été dernier, et approuvée par nos partenaires, qui consiste à élaborer une stratégie mondiale sur les sources terrestres de pollution marine. Une rencontre aura lieu au Canada l'été prochain afin d'assurer la mise en forme de cette proposition pour 1992.

Ces propositions concernant la pollution portent sur des mesures essentielles non seulement pour la santé mais aussi pour la prospérité des Canadiens. Les provinces maritimes et la côte ouest du Canada dépendent des pêches. Or, le poisson ne peut survivre dans des eaux empoisonnées. Quatre-vingt-cinq pour cent de la pollution marine provient de sources terrestres. C'est pourquoi les diplomates canadiens cherchent à susciter une action dans ce domaine.

Les forêts représentent une industrie de 42 milliards de dollars pour le Canada. Notre pays est le premier exportateur de produits forestiers et vient au troisième rang mondial pour l'étendue de ses forêts. L'industrie canadienne déperira si elle ne peut compter sur un approvisionnement sûr et si les autres pays ne respectent pas les normes que nous nous imposons à nous-mêmes.

Nous avons aussi le problème du commerce. Le Canada dépend du commerce plus qu'à peu près tous les autres pays développés. Les systèmes commerciaux qui ne fonctionnent pas, qui se détériorent ou qui imposent un traitement injuste aux partenaires engendrent non seulement des pertes d'emplois et d'argent, mais ils peuvent alimenter les conflits politiques.

C'est pourquoi nos diplomates travaillent contre la montre pour élaborer un accord qui permettra de conclure avec succès l'Uruguay Round. Cet effort porte sur un fait bien simple, le fait que le commerce dépend de l'existence de règles claires et justes, qui sont observées, qui ouvrent des marchés et créent des emplois. Il y va de milliers d'emplois, de 600 milliards de dollars par année en échanges de services seulement et d'un trillion de dollars en marchés publics.

Les négociations ne sont pas faciles. Chaque pays veut amener les autres à ouvrir leurs marchés sans en faire de même. Un échec aurait toutefois des conséquences catastrophiques : la montée du protectionnisme; la création de blocs commerciaux qui s'excluent les uns les autres au lieu de se compléter, de blocs qui divisent les régions tout comme ils ont déjà divisé les pays, et qui peuvent menacer la paix et la prospérité.

Il y a enfin le problème de la démocratie et des droits de la personne. L'Europe de l'Est prouve au monde que le développement est impossible sans la démocratie et la démocratie impossible sans le développement. L'Europe de l'Est a démolie la vieille excuse voulant que la démocratie et les droits de la personne soient l'apanage de quelques privilégiés. Cette leçon est aussi apprise en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'évolution de la démocratie et des droits de la personne à l'étranger est tout aussi importante pour la sécurité que l'était la gestion de l'équilibre et des alliances militaires.

Nos diplomates à l'étranger oeuvrent au sein de l'Organisation des États américains (OEA), du Commonwealth, de la Francophonie, de l'ONU, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et à l'OTAN, dans le but d'instituer la démocratie et de s'assurer que les droits de la personne correspondent bien à cette notion : les droits découlant du fait que l'on est un être humain.

Ces questions, ces problèmes, sont l'essence même de la politique étrangère. Mais la politique étrangère concerne aussi les Canadiens qui voyagent, ainsi que les personnes - immigrants et réfugiés - qui souhaitent s'installer parmi nous et contribuer à notre prospérité.

En 1988, 203 agents d'immigration à l'étranger ont délivré 152 889 visas d'immigrants. Ces immigrants prévoyaient apporter 6 milliards de dollars au pays. En 1989-1990, l'immigration de gens d'affaires a permis des investissements de l'ordre de 4,7 milliards de dollars et la création d'environ 13 400 emplois. En 1989, nos ambassades à l'étranger ont délivré 625 000 visas de visiteurs pour le Canada. Ces visiteurs sont une source de revenus pour l'industrie touristique du Canada, qui est de plus en plus essentielle à notre succès économique.

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada offre un programme pour les réfugiés qui se classe au deuxième rang quant à son importance, et qui est peut-être le plus diversifié sur le plan géographique. Nos agents à l'étranger, dont les décisions peuvent être une question de vie ou de mort pour les requérants, aident quotidiennement d'innocentes victimes de guerres, de conflits ou de famines à émigrer chez nous.

Chaque jour, nos agents consulaires à l'étranger viennent en aide à des Canadiens en difficulté. Prenons la semaine dernière par exemple. Ce fut une semaine typique pour nos services consulaires. Nos ambassades du Koweït et d'Iraq mettaient la dernière main à l'évacuation d'environ 600 citoyens canadiens. À Lisbonne, notre ambassade venait en aide à 43 citoyens âgés du Canada, dont 30 se trouvaient dans trois hôpitaux différents suite à un sérieux accident d'autobus dans la campagne portugaise. Au Rwanda, alors que le conflit civil prenait de l'ampleur, notre mission a participé à l'évacuation d'environ 150 Canadiens. Au Venezuela, 16 Canadiens ont été arrêtés lors d'interventions policières liées à la drogue. Ils sont en prison et notre ambassade est en contact avec eux. Et, en dernier lieu, en raison des difficultés éprouvées par la société Worldways Airlines, 2 000 Canadiens coincés à l'étranger ont été contraints de modifier leurs plans. Nos ambassades les ont aidés à revenir au pays.

La première question abordée fut celle du Golfe et c'est par elle que je terminerai mon intervention. Derrière les manchettes

il y a, là aussi, des problèmes. Il y a le problème d'une région qui n'a pas réussi à établir un ordre, une région où un autre conflit entre Arabes et Israéliens demeure sans solution. Il y a le problème du commerce et de l'interdépendance économique, accentué par notre dépendance à l'égard du pétrole et le coût pour notre industrie de la perte de marchés dans le Golfe. Il y a le problème du développement, démontré par les effets dévastateurs de cette crise sur les pays en développement et sur les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Il y a le problème de la prolifération des armes de destruction massive, un problème que nous n'avons pas encore abordé avec toute l'énergie requise. Il y a le problème du commerce grotesque des armes conventionnelles, un commerce qui maintient des sociétés dans la pauvreté et qui rend la guerre d'autant plus dévastatrice lorsqu'elle se produit. Il y a le problème du terrorisme, qui pourrait être déclenché si cette crise se transforme en conflit. Et il y a le problème de l'hostilité possible entre Arabes et non Arabes, un problème qui pourrait surgir après une guerre dans le Golfe, entraînant dans son sillage embargos, terreur ou bouleversements.

Le Golfe possède des caractéristiques uniques. Il met toutefois en évidence le gouffre qui existe toujours entre nos aspirations et nos réalisations. Un gouffre que la politique étrangère du Canada tente de refermer.

Les conférences diplomatiques ne feront jamais l'objet d'un film. Les communiqués diplomatiques ne serviront pas d'inspiration à un roman et les délibérations du GATT, de la CSCE, de l'OEA ou de l'ONU ne seront jamais mises en chanson. Mais c'est justement ce dont il s'agit. Ne pouvons tolérer un monde où l'on sacrifie des vies pour satisfaire une fantaisie. Nous voulons un monde harmonieux, et c'est là l'objectif de la politique étrangère du Canada.